M 2414 - 357 - 3F

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°357 - 2 au 15 avril 1982

18e ANNÉE - 3F

POST-CANTONALES, ORDONNANCES

COMMENT FAIRE PASSER L'AUSTÉRITÉ ?

En fins stratèges de l'économie nationale, les idéologues du PS — et du PC — se sont dit: la France est un pays capitaliste à la structure encore quelque peu archaïque par rapport à ses principaux concurrents comme l'Allemagne, un pays où les relations entre patrons et syndicats sont très peu développées, où la compétitivité se maintient grâce à des salaires assez bas et à un horaire de travail assez élevé.

Eh bien, modernisons tout cela, grâce aux nationalisations-restructurations, reconquérons le marché intérieur et soyons plus agressifs sur le marché mondial (à nous le Tiers Monde!), utilisons la politique sociale comme aiguillon de cette modernisation (les 35 heures) et appâtons les travailleurs avec les miettes qui résulteront de cette modernisation et en faisant miroiter des droits nouveaux.

Naturellement, tout cela, c'est une perspective à long terme: «*Nous travaillons dans la durée!*» ne cesse de répéter Mauroy. mais au bout du chemin, adieu la lutte des classes, le «*tissu social*» créé entretemps amortira les chocs éventuels!

En attendant, parons au plus pressé: avec quelques réformettes anodines mais bien clinquantes. Et si d'aventure ça pousse trop dans un secteur, faisons quelques concessions localisées contre la garantie, donnée par les syndicats, que le mouvement restera circonscrit. Et espérons que la reprise se fera vite sentir!

Seulement, tout n'est pas si simple. Non seulement parce qu'à la méthode près, les autres concurrents capitalistes sont aussi lancés dans une modernisation à tout crin, avec cet avantage immédiat qu'ils rognent de façon draconienne sur les conditions de vie de la classe ouvrière et en sortent avec un gain de compétitivité, mais aussi parce que le petit patronat boude cette politique et y voit un instrument de concentration et donc de sa disparition, ce qui donne du muscle au libéralisme musclé de Chirac.

(Suite page 2)

SOUS LA BOTTE DE L'IMPÉRIALISME

■ AMÉRIQUE CENTRALE: une bombe dans la forteresse yankee

Ces dernières semaines ont révélé une tendance à la globalisation du problème de l'Amérique Centrale. C'est ainsi qu'Ortega, chef de la junte sandiniste, a lancé au Conseil de Sécurité un appel à la négociation générale. Parlant aussi au nom de Cuba et de la guérilla du Salvador, il a cherché à définir une attitude qui permette à l'Amérique de sortir du bourbier centre-américain la «tête haute».

Chacun tente donc de poser ses pions. Un coup d'Etat vient de chercher à ravaler au Guatemala la façade d'un régime militaire encore relativement solide face à la guérilla démocratique. Le gouvernement sandiniste vient de déclarer l'état de siège contre les

(Suite page 3)

■ PALESTINE: la révolte des masses exploitées

Un véritable soulèvement accompagné de grève générale et de manifestations quotidiennes secoue depuis la mi-mars la Cisjordanie et la bande de Gaza. Cette situation est l'aboutisssement de plusieurs mois de tension: grève générale de la population du Golan contre les mesures d'annexion israélienne, grève de solidarité avec la population du Golan et mouvement de contestation à l'Université de Bir-Zeit, large sensibilisation et mobilisation contre le projet Sharon qui prévoit l'établissement de 160.000 nouveaux colons dans les territoires occupés dans les quatre prochaines années.

L'armée sioniste procède à la fermeture des ponts reliant la Cisjordanie à la rive orientale du Jourdain. Elle impose le couvre-feu et mitraille les masses révoltées dans les rues; elle ouvre les magasins par la force. Elle lâche ses chiens et ses milices enragées pour réprimer et torturer à mort les ouvriers rentrant de leur travail. Cependant, malgré la répression barbare, malgré les milices armées jusqu'aux dents, malgré la mobilisation haineuse contre elles parmi les Israéliens, les masses de Cisjordanie ont déclenché la révolte avec leurs mains nues, ont construit des barricades sur les routes et ont affronté les balles avec des pierres et des bâtons. Elles ont étendu le feu de la résistance à toutes les villes et les villages de la Cisjordanie et particulièrement à Naplouse, Ramallah et El-Bireh.

Dans la masse de la population qui réagit aujourd'hui à l'oppression sioniste, les masses prolétariennes (55% de la population active sous la botte israélienne, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza est ouvrière), les paysans pauvres en voie d'expropriation rapide, la jeunesse scolarisée, qui semble fournir le contingent le plus actif des manifestants, qui est essentiellement de souche ouvrière et paysanne et qui forme et représente en fait une masse de chômeurs en puissance, n'ont pas d'autre issue que de combattre l'Etat sioniste.

Il n'est pas pour elles d'autre voie, comme le rappelle le magnifique héroïsme de leur révolte, que de combattre l'armée d'occupation qui quadrille et opprime la population arabe, que de combattre les discriminations subies dans le travail en Israël, les vexations perpétuelles des colons, situation qui ne finira qu'avec la destruction de l'Etat pied-

(Suite page 3)

OU EN EST LE COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE?

Lire page 3

LA GAUCHE CONTRE LES APPELÉS

Cela fait maintenant plusieurs mois qu'un mouvement pour le service militaire à 6 mois «*comme promis*» a été lancé. Dernièrement, des appelés ont publiquement pris position pour cette revendication. Evidemment, la hiérarchie militaire a réagi «comme il se doit» en condamnant quelques appelés à 60 jours d'arrêts de rigueur.

Quelle a été l'attitude du gouvernement et des «forces de gauche»?

Hernu a confirmé ces condamnations, en les réduisant parfois ou en les accompagnant d'une... mutation en RFA. L'imagination n'est pas au pouvoir!

Et puis, dernièrement, le PCF est venu mettre de l'ordre. C'est ainsi que dans son bulletin *Correspondance Armée-Nation* de mars il s'en est pris à la «*provocation*» et à la «*machination antimilitariste*» qui veut «*déstabiliser le gouvernement d'union de la gauche*», «*casser la conscription, l'armée nationale*». Et le PCF indique les méthodes utilisées par ces dangereux provocateurs que sont les soldats qui revendiquent: «*Les réclamations les plus démagogiques refleurissent comme appât. Elles sont accompagnées de violations délibérées des règlements, d'injures à la hiérarchie militaire...*». Bref, le PCF dit ouvertement dans quel camp il se trouve: celui des généraux et de la bourgeoisie.

Ce qu'il faut aussi noter, c'est la réaction de la CFDT,accusée dans le même texte par le PC de soutenir les soldats. L'Union Régionale Parisienne de la CFDT s'est empressée de prendre ses distances pour «*éviter tout engagement dans des opérations dont les objectifs seraient plus d'entamer, par organisations d'extrême gauche interposées, une bagarre politique avec le gouvernement, que d'engager un réel débat et aboutir à des solutions positives pour l'amélioration des conditions de vie dans les casernes*».

(Suite page 2)

BELGIQUE

Se préparer à des luttes plus amples encore

Le 11 février, puis le 18 mars, les ouvriers sidérurgistes de Liège et Charleroi ont manifesté violemment à Bruxelles et envoyé plusieurs centaines de flics à l'hôpital.

Ces manifestations ne sont que l'expression la plus visible d'une agitation sociale qui touche toute la Wallonie: grèves sauvages, blocages de routes et de voies ferrées, piquets volants, etc., se sont multipliés ces dernières semaines.

La classe ouvrière manifeste ainsi son mécontentement face aux mesures d'austérité prises par le gouvernement des social-chrétiens et libéraux.

Mais au-delà de cette flambée de lutte, il y a une situation de pourrissement général: la Belgique, pays capitaliste développé, réputée pour ses «hauts salaires» est au bord de la banqueroute: l'argent manque parfois pour payer les fonctionnaires! D'une certaine manière, tous les pays européens sont sur la même voie. Si aujourd'hui la Belgique, pays de second plan au sein de la CEE, paraît de moins en moins capable d'éviter les affrontements sociaux provoqués par les restructurations, des pays capitalistes plus puissants comme la France n'auront pas toujours les moyens d'acheter la paix sociale, comme cela a pu être fait après l'explosion de Denain-Longwy par exemple. C'est pourquoi la lutte des ouvriers en Belgique doit être suivie de près: elle préfigure en quelque sorte ce qui va se passer ici.

Situation économique désastreuse et offensive bourgeoise

La situation catastrophique dans laquelle se trouve l'économie capitaliste en Belgique a des raisons profondes. On ne peut même pas parler d'un capitalisme «national». Alors que la Wallonie était traditionnellement le siège d'industries qui commençaient à vieillir dans le courant des années soixante (textile, charbonnages, etc.), la Flandre s'ouvrait en même temps largement aux entreprises multinationales. Les capitaux purement «belges», plutôt que de s'investir dans les reconversions industrielles nécessaires, allèrent s'accumuler dans les banques, le commerce international ou même carrément à l'étranger (groupe Empain), sans parler de la perte du Congo. Seuls quelques grands projets industriels virent le jour, essentiellement en Flandre, l'Etat prenant parallèlement une part de plus en plus importante dans les industries de base nécessaires au pays et en train de péricliter, comme la sidérurgie.

La crise économique mondiale a aussitôt frappé de plein fouet la Belgique: départ de multinationales fuyant les «hauts salaires», effondrement accéléré des industries traditionnelles, etc. Le chômage est le plus élevé d'Europe après l'Irlande.

Si la bourgeoisie belge, coincée entre les grands de l'Europe, n'a été capable ni d'avoir de grands projets politiques, ni de maîtriser le développement économique du pays pendant les années de prospérité, elle a dû aussi lâcher du lest à la classe ouvrière ces années-là.

(Suite page 4)

Un an après le 10 mai: BILAN SOCIAL (1)

Un nouveau paquet d'ordonnances, sur le travail à temps partiel, la retraite, l'information et les droits des travailleurs, a été deballé précipitamment au lendemain des cantonales. Elles viennent s'ajouter au long chapelet des «mesures sociales» prises depuis le 10 mai pour tenter de mettre en place le fameux «tissu social» façon Delors ou Edmond Maire: trame patronale et chaine bonzes syndicaux dévoués aux intérêts bourgeois!

Mais quelles réactions peut-on attendre chez les travailleurs en France?

Le 10 mai, la classe ouvrière, contrairement aux franges petites-bourgeoises et à l'aristocratie ouvrière, n'a pas eu de grands débordements d'enthousiasme: on n'a pas vu de mobilisation active pour ce gouvernement. Il y a eu en revanche, des réactions de soulagement devant le départ de Giscard. Les travailleurs ont voté pour le chasser, lui et son mépris versaillais des travailleurs mal caché sous la démagogie. Delors racontait dernièrement que dans les usines, on n'avait pas eu de juin 36, et que les cheminots avec qui il discutait au soir du 10 mai lui avaient dit: on va boire un coup au café, puis travailler comme les autres jours... Là est la limite de l'enthousiasme!

Autre donnée à rappeler: le gouvernement de gauche est arrivé non pour sanctionner une phase de tension sociale aiguë, mais dans une phase de chute de la courbe des grèves sans précédent depuis la dernière guerre: les chiffres sont particulièrement faibles pour 1980 et 1981. Le terrain a été déserté, pour des raisons multiples (mais le poids du chômage joue toutefois un rôle déterminant). Ainsi, l'engagement pris par la gauche de satisfaire certaines revendications a pu prendre l'aspect d'un programme électoral à longue échéance, permettant toutes les manœuvres bourgeoises, et non la forme d'une mise au pied du mur devant un mouvement vigoureux.

Si l'on fait un bilan sommaire des premières mesures touchant la classe ouvrière après le 10 mai, il y a eu dans un premier temps les amnisties. De rigueur après toute élection présidentielle, elles ne sont pas allées bien loin, malgré toute la propagande, puisque la procédure (processus de deux ans, prud'hommes, etc.) rend l'amnistie pratiquement inapplicable aux travailleurs les plus combatifs et les plus radicaux, ceux que les circulaires ministérielles qualifient de «violents». Seuls des bonzes comme Certano à Renault, ou de vieux crabes du bureau confédéral de la CGT comme Frischmann ont été réintégrés symboliquement dans leurs entreprises.

Du point de vue des salaires, les mesures n'ont pas dépassé non plus les limites du traditionnel cadeau d'avènement présidentiel: SMIC provisoirement amélioré sans aucune répercussion sur les salaires voisins, effort un peu plus important sur le salaire annexe (allocations familiales), dosé de façon à calmer temporairement les travailleurs au moment de la rentrée scolaire notamment.

Il y a eu ensuite l'affaire des ordonnances, sorties après beaucoup d'aléas, et surtout celle des 39 heures: c'est ce qui a provoqué la première vague de réactions sociales dépassant le cadre local et spécifique de certaines branches, ou tout au moins tentant de le dépasser, puisque les pompiers sociaux se sont précipités sur toutes les étincelles (Clichy, Isigny). Mais il faut préciser que ces réactions, en général, ne correspondent pas tant à une attitude offensive des travailleurs pour obtenir un soulagement réel, une réduction du temps de travail à 35 heures sans augmentation de la charge de travail, qu'à une protestation contre **l'aggravation** des conditions de travail, les 39 heures étant un cheval de bataille enfourché par le patronat contre certains acquis des luttes précédentes, ou «garanties» accordées pour obtenir la paix sociale: les lois de 1936 au niveau national, les tolérances dans les usines (pauses, temps morts, etc.). Ces réactions dirigées contre un surcroît d'exploitation sont restées dans l'ensemble des luttes défensives.

Les buts de la politique gouvernementale sont bien résumés dans une phrase de Louis Mermaz à l'adresse des industriels: «Enrichissez-vous... MAIS». C'est-à-dire que ce gouvernement cherche à imposer les intérêts généraux du capitalisme français (y compris contre certaines fractions bourgeoises) MAIS pour le moment à la Delors et non à la Thatcher. Les ministres (Delors, Auroux) nous disent qu'il faut rogner sur les dépenses (c'est-à-dire limiter l'embauche par exemple pour les salariés de l'Etat, postiers, transports, etc.), bloquer les salaires (la CFDT y appelle désormais ouvertement, c'est sa bonzerie qui parle par la voix du ministère du Travail...). Sous l'appel à la «solidarité» (infecte récupération de la lutte des ouvriers polonais) se dissimule de moins en moins l'austérité «à l'italienne», une attaque contre les conditions de vie prolétariennes renforcée par rapport à celle du gouvernement Barre, et qui peut être menée — chef-d'œuvre d'hypocrisie! — en termes de mobilisation politique et sociale «pour la gauche, pour les travailleurs». Ce qui ne veut pas dire que le gouvernement ne garde pas dans ses tiroirs tout un arsenal de gadgets qu'il pourra sortir pour calmer telle ou telle couche de mécontents. L'avantage pour la bourgeoisie, c'est que la clique actuelle, malgré quelques faux pas, sait lâcher... mieux, mais moins! Des promesses au lieu de mesures, des réductions de salaire bien déguisées en augmentations, etc.

Les trois grands axes revendicatifs qui ont des chances de provoquer des luttes plus importantes sont le temps de travail, le salaire et la répression, légale (expulsions de travailleurs immigrés, police dans les usines et les quartiers), et paralégale (nervis patronaux, commandos antigrèves organisés avec les jaunes et une partie des cadres). Ces questions préoccupent les petits noyaux de travailleurs qui ont survécu moralement à la fin de la vague de lutte de 1968 avec ses terribles confusions et qui cherchent actuellement une voie plus sûre pour combattre et organiser leurs camarades.

Quant à l'ensemble de la classe ouvrière, elle est restée muette depuis pas mal de temps, mais il est sûr qu'elle est porteuse de grands mouvements, avec les jeunes générations qui arrivent sur le marché du travail... et du chômage, d'où la vigilance du gouvernement à l'égard de la jeunesse.

Si l'attentisme et un certain pessimisme dominent depuis des années, même chez les travailleurs combatifs, cela est dû beaucoup (outre les facteurs matériels comme le chômage) au terrible isolement, au morcellement, à la concurrence exaspérée par toutes les mesures récentes, à l'absence de perspectives, facteurs qui peuvent tous engendrer des explosions violentes.

Nous verrons dans un prochain article ce que la bourgeoisie peut attendre sur le terrain de ses amortisseurs syndicaux (CGT, CFDT, FO), et quelles fissures le travail des révolutionnaires doit viser à élargir.

La gauche contre les appelés

(Suite de la page 1)

La CFDT au plan national précise de son côté qu'elle regrette que le gouvernement n'engage pas un débat sur la durée du service national, en souhaitant que soit «*instauré un droit réel d'intervention des appelés sur leurs conditions d'hygiène et de sécurité et, plus largement, sur leurs conditions de vie dans l'institution militaire*»... Le baratin habituel pour masquer les vrais problèmes et surtout la répression qui continue à frapper les soldats dès qu'ils l'ouvrent un peu!

On ne peut soulager la classe ouvrière du poids de la hiérarchie militaire sans la combattre expressément. Il est illusoire de compter pour le faire sur les forces de *gauche, elles qui font tout pour améliorer «l'efficacité de notre système de défense»* et se soumettent pour cela aux exigences du despotisme de la hiérarchie, quitte — ne disons pas à lui ravaler la façade, car il ne s'agit même pas de cela avec la «suppression» de la Sécurité Militaire et des TPFA —, mais simplement à en repeindre quelques briques.

Dans ces conditions, les organisations trotskystes qui prétendent faire de la lutte des appelés un levier pour arracher la gauche au «*compromis avec la bourgeoisie*» disposent les pires pièges sur le chemin de la classe ouvrière au lieu de favoriser son organisation indépendante.

Correspondance

L'affaire des fromageries de Brioude

Le manque de place nous a obligés à retarder cette correspondance: elle a perdu un peu de son actualité, mais elle garde son intérêt.

L'occupation de la fromagerie coopérative de Riches Monts à Brioude (Haute-Loire) montre qu'à la campagne aussi la lutte de classe existe. Rappelons les événements. Depuis 9 jours les ouvriers grévistes (130 sur 160) de la coopérative occupaient les locaux de la fromagerie quand, dans la nuit du 1er au 2 mars, environ 200 producteurs de lait, adhérents de la coopérative pour une part, sont venus les déloger par une opération de commando, comme ils l'avaient fait déjà lors de la dernière grève de cette même coopérative, en 1975.

Les ouvriers revendiquaient le passage de 42 à 39 heures sans perte de salaire, l'augmentation des salaires et une plus grande régularité dans les horaires de travail, trop variables avec les saisons: la fromagerie de Brioude, comme bien d'autres entreprises, avait pris de l'avance sur l'ordonnance des 39 heures!

Voilà donc l'aboutissement du «mutualisme» à la campagne. Les paysans adhérents d'une coopérative (ou de la Mutualité Sociale Agricole, ou du Crédit Agricole, puissante banque française où les «petits» seraient «chez eux», d'après la publicité!), tous ces adhérents sont théoriquement propriétaires et gestionnaires par le biais du conseil d'administration. Que face à la crise, les ouvriers réclament leur dû, et des paysans à qui on a inculqué l'idéologie du petit patron viennent s'opposer à eux et faire la police anti-grève, se comportant ainsi en vrais patrons!

Mais il est important de remarquer qu'à ces 200 «paysans-patrons» et à la direction de la fromagerie se sont opposés une vingtaine d'agriculteurs, des travailleurs-paysans de la CNSTP (Confédération Nationale des Syndicats de Travailleurs-Paysans, créé en juin 1981 et rassemblant le courant Paysans-Travailleurs et d'autres courants). Ils sont venus soutenir les grévistes en refusant de briser leur grève et en participant à leur manifestation du mardi 2 mars contre l'opération de commando.

Au soir du mardi, les occupants de la fromagerie se dispersaient, et les négociations donnaient largement satisfaction aux ouvriers.

Cet événement local prend tout son sens si on le confronte à l'énorme manifestation nationale dans laquelle les gros bonnets de la FNSEA ont réussi à entraîner aussi des agriculteurs de faibles revenus: pour ces derniers, et malgré leur idéologie souvent réactionnaire, l'enveloppe du «petit producteur marchand» ne fait que dissimuler une situation réelle de salariés à la pièce, qui travaillent à domicile une matière première (bétail, plantes, etc.) à l'aide d'outils (tracteurs, engrais) tous fournis par des grosses entreprises.

A la campagne aussi, les clivages de classes devront nécessairement se développer, et ils y seront aidés par la liaison avec des luttes ouvrières.

Comment faire passer l'austérité?

(Suite de la page 1)

Naturellement ce n'est pas le secteur le plus dynamique du capitalisme français qui réagit ainsi, mais cela suffit à obliger le gouvernement à imposer par ordonnances la réduction du temps de travail, par exemple, dont il voulait faire une vitrine de sa politique sociale et une occasion de mettre en place le fameux tissu de concertation tous azimuts dans les entreprises.

Mais la classe ouvrière y gagne-t-elle quelque chose? Elle a pu se rendre compte que dans l'appât des 35 heures, il y avait la restructuration à outrance, et que le temps de repos supplémentaire qu'on lui promet risque, si elle ne réagit pas, de ne pas suffire pour compenser la fatigue additionnelle résultant de la restructuration engagée. De plus, on se sert de cette diminution de l'horaire pour lui demander d'accepter des sacrifices sur le salaire. Et ce n'est pas seulement le patronat qui le fait, mais aussi le gouvernement et les syndicats. Il suffit de se souvenir de la sortie de Maire sur les 39 heures: pour lui, on a raté l'occasion de demander clairement des sacrifices sur le pouvoir d'achat. Mais la cause est entendue. Tout le beau monde qui nous gouverne est d'accord que c'est bien ainsi qu'on ira aux 35 heures!

L'ordonnance sur la retraite n'est pas d'une autre eau. On utilise le besoin de travailler moins. Mais on y mêle étroitement une démagogie aiguisant la concurrence entre jeunes et vieux. On supprime en même temps la garantie de ressources des retraités et on appelle tous les salariés à un effort de solidarité pour financer cette réforme grandiose!

Tout cela dissout progressivement les illusions qui avaient pu naître le 10 mai et explique, tout autant que la mauvaise humeur des patrons et de la petite-bourgeoisie traditionnelle, les mauvais résultats de la gauche aux élections cantonales, une gauche qui a réussi ce tour de force de réaliser la réforme sur la décentralisation, son grand dada, au profit de l'opposition!

Mais si les concessions effectives faites à la classe ouvrière dans cette avalanche de réformes en cours sont bien maigres, elles sont encore trop grandes pour ne pas inquiéter la marche du capitalisme français, pris dans la tourmente des perturbations monétaires et de la crise internationale.

C'est ainsi que Rocard a tiré ses leçons des cantonales: il faut un «*pacte social*» fondé sur l'«*acceptation d'une hiérarchie de priorités*». Tous les prolétaires qui ont quelque expérience du langage des politiciens bourgeois savent que lorsqu'on parle de priorités, c'est qu'il faut faire un sacrifice sur quelque chose, au nom de la solidarité nationale.

On pourrait dire, comme Marchais, qu'après tout, il n'y a là rien de nouveau, puisque Rocard, comme Maire, c'est «*la fausse gauche*»! Ce serait ne pas voir que Marchais aussi se met de la partie. Naturellement il ne parle pas d'austérité. Il y a des choses qu'on fait mais qu'on ne dit pas. Il s'est contenté de lancer du haut de son comité central, un appel à «*ne pas en rajouter*», à«*tenir compte du rapport de forces*», qui est «*défavorable*», comme le prouve les scores électoraux, à «*éviter les surenchères*», etc.

On peut penser que le PC cherche pour l'instant à coller au gouvernement PS malgré une opposition interne qui trouve qu'on lui fait vraiment avaler trop de couleuvres et que la soupe est trop cher payée, ce qui n'empêchera pas la CGT de prendre un certain recul vis-à-vis du gouvernement si les luttes couvent. Il est cependant certain que ce discours correspond à la tendance générale de la politique capitaliste qui se manifeste dans tous les autres pays par une politique d'austérité non dissimulée.

Des réactions sont inévitables à ce cours international. La réaction des sidérurgistes belges le montre à l'évidence. Le problème est de préparer ces réactions en constituant un réseau de classe indépendant des appareils réformistes et collaborationnistes, afin d'éviter au moins à quelques groupes de prolétaires combatifs de tomber dans les pièges les plus grossiers, afin de faire ainsi des luttes un moyen de pression plus efficace et surtout un terrain d'éducation classiste et révolutionnaire. Nous partons assurément de très bas aujourd'hui, mais c'est seulement en mettant résolument nos pas dans cette voie que les luttes à venir feront avancer notre classe.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

Construire le parti révolutionnaire

Où en est aujourd'hui le communisme révolutionnaire ?

On peut définir, comme le faisait Lénine, le communisme révolutionnaire en tant que mouvement organisé comme «la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme».

Nous avons essayé de voir dans le précédent numéro de ce journal où en était le «mouvement ouvrier» après la vague de luttes qui, du Pérou à la Turquie, de l'Iran au Nicaragua et au Salvador, du Maghreb à la Pologne, a répondu ces dernières années à l'entrée du capitalisme mondial dans une période de contradictions aiguës avec le «grand tournant» de 1974-75, et s'est heurté à l'ordre établi capitaliste-impérialiste.

Cette vague, qui sera suivie d'autres plus puissantes et plus fécondes, se distingue par l'énorme décalage qui existe, après tant de décennies de déroute du mouvement communiste révolutionnaire, entre des poussées authentiquement prolétariennes, naturellement «impures» dans les pays de jeune capitalisme, et leur orientation, qui reste essentiellement dominée par les idéologies démocratiques, nationalistes, réformistes, voire religieuses.

Il est manifeste que le prolétariat doit passer par une série de luttes nationales et internationales pour fusionner avec le socialisme, c'est-à-dire non seulement pour changer la situation mais aussi pour se changer lui-même, pour se rendre apte, en étroite liaison avec son parti de classe, à imposer sa solution révolutionnaire à la crise de la société bourgoise.

Mais le socialisme, d'où part-il et où en est-il sur le chemin de la fusion avec le mouvement ouvrier?

Pour nous, le socialisme, c'est-à-dire la théorie socialiste révolutionnaire, existe bel et bien. Nous n'entendons cependant pas par là une vague référence idéologique aux enseignements de Marx et de Lénine. Il s'agit pour nous du produit d'une lutte théorique menée non pas par des individus géniaux, mais par un carré de communistes formés au feu des combats de l'Internationale de Lénine, qui n'ont pas cédé devant un rapport de force historique défavorable, et ont mis à profit les années de prostration politique du prolétariat mondial pour tirer, selon la méthode scientifique du marxisme militant, le bilan de la défaite de l'Internationale Communiste et les leçons de la contre-révolution.

Ce travail de restauration doctrinale et de bilan fournit les bases théoriques, programmatiques, tactiques et organisatives du parti unique et international de la future vague révolutionnaire. Cela reste vrai, même s'il faut encore aux militants révolutionnaires du monde entier que les luttes internationales actuelles mettent en avant de dures expériences pour s'en convaincre, et même s'il faut au petit parti qui mène une activité continue et homogène sur ces bases, d'un côté toute la fermeté indispensable pour s'y tenir et, de l'autre, toute la patience et l'art nécessaires pour démontrer la justesse et l'efficacité révolutionnaires de cette méthode de constitution du parti.

Ce résultat représente sans doute beaucoup, car c'est la condition de tout. Mais nous devons avoir la modestie de reconnaître que c'est encore peu par rapport à ce que le parti doit devenir pour être capable de diriger la lutte révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire pour se faire l'agent efficace de la «fusion du mouvement ouvrier et du socialisme», pour devenir le creuset adapté aux exigences de cette fusion et pour donner à celle-ci la forme la plus appropriée.

C'est presque une banalité de dire que notre organisation d'aujourd'hui n'a encore fait, à la faveur de la maturation de la situation des dernières années, que ses tout premiers pas dans l'extension de sa presse internationale et dans la constitution d'un réseau international de parti; elle n'a encore fait que ses tout premiers pas pour enrichir la gamme de ses activités pratiques mais aussi théoriques; elle a encore énormément de pas à accomplir pour se donner une structure organisative adaptée aux besoins grandissants de la nouvelle phase historique, ainsi que pour dépasser les habitudes liées à une phase historique d'incubation du mouvement qui nous a imposé une «vie de groupe» qui correspondait à une activité en grande partie mutilée.

L'accélération des événements qui s'opère sous nos yeux à l'échelle internationale montre à l'évidence que l'organisation d'aujourd'hui devra subir une succession de transformations importantes dans des délais historiques relativement brefs, pour acquérir dans toute une série de domaines l'expérience pratique qui lui fait encore défaut, pour apprendre l'art de la lutte révolutionnaire qui doit être celle d'une véritable organisation de combat communiste. Et nous devons pour y parvenir savoir tirer le maximum de ce que permet la situation internationale.

Cet apprentissage, le parti devra le faire pour longtemps encore dans une situation où domineront à l'échelle générale les mots d'ordre dictés par d'autres orientations, ce qui mènera nécessairement le mouvement social à des revers qui secoueront aussi les militants du parti révolutionnaire et son organisation. Mais c'est parce qu'il participera à ces batailles et saura les suivre dans tous leurs développements, parce qu'il les assumera tout en sachant garder une position indépendante, que le parti favorisera la maturation politique et révolutionnaire des groupes de prolétaires d'avant-garde et qu'il pourra en même temps les gagner à son influence.

Cet apprentissage, le parti devra le faire en ne pouvant participer directement qu'à une partie des luttes d'importance qui seront menées dans de nombreux secteurs et de nombreux pays. Mais c'est en cherchant à se familiariser le plus possible avec les plus riches expériences de lutte de toutes les couches du prolétariat de tous les pays, en les défendant et en cherchant à se lier à elles, en dressant de la façon la plus systématique leur bilan critique à la lumière du marxisme et en introduisant leurs grandes leçons dans la lutte prolétarienne internationale, que le petit noyau d'aujourd'hui pourra se rendre apte à remplir sa fonction.

Mieux assimiler notre théorie et manier nos propres armes théoriques et pratiques; apprendre à les traduire en une ligne d'action révolutionnaire juste et efficace; donner au parti une organisation fortement centralisée, solide et ramifiée, capable d'initiatives révolutionnaires, apte à prévoir la forme organisative la plus appropriée pour son action et à se la donner rapidement, sachant maintenir son cap et sa continuité malgré les pressions et les coups d'un adversaire qu'il serait faux et dangereux de sous-estimer; tout cela coûtera certainement beaucoup d'efforts et de sacrifices. Cela ne sera acquis qu'à travers une série de bonds qualitatifs et de secousses dont le parti sortira fortifié et mieux adapté aux exigences de la nouvelle période historique, cette «ère des guerres et des révolutions» dans laquelle nous sommes entrés. Mais à condition qu'il sache faire circuler en son sein les meilleures expériences de la lutte prolétarienne internationale et les fondre avec les riches expériences du passé. A condition qu'il sache se mettre en prise avec l'élan révolutionnaire qui vient des secteurs et des zones où l'activité de notre classe est la plus riche et la plus féconde, afin d'en irriguer de façon centralisée toute l'organisation internationale et lui communiquer, grâce à la fusion étroite avec l'activité théorique et pratique la plus fidèle aux principes du marxisme intransigeant, une vitalité et une volonté révolutionnaire supérieures, qui lui servent de volant d'inertie pour régulariser sa marche dans le cours cahotique des événements.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE
IL PROGRAMMA COMUNISTA

International

PALESTINE

(Suite de la page 1)

noir d'Israël, mercenaire de l'impérialisme.

On pourrait se demander pourquoi un mouvement de masse aussi grandiose rencontre un silence prudent de la part de l'OLP. En réalité, pour elle, il ne s'agit que de faire la démonstration vis-à-vis d'Israël et surtout de ses maîtres impérialistes qu'elle est le seul interlocuteur valable, bref, il s'agit de marchander la lutte des masses exploitées pour arriver à la constitution d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, solution qui suffit à contenter la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie palestiniennes, avides de jouir dès à présent des bienfaits du capitalisme, même en consentant un rabais de... 90% sur leurs revendications nationales.

Pour la classe ouvrière et les masses exploitées et pauvres, l'histoire a déjà montré que les élans de lutte contre le sionisme se sont heurtés non seulement à Israël mais aux Etats arabes en place, et qu'il n'y a pas de véritable émancipation sans destruction de **toute** la chaîne des Etats de la région. L'OLP le sait, les Etats arabes aussi. Aussi tous se méfient-ils de la mise en mouvement des masses exploitées palestiniennes et arabes, qui menace tout l'ordre établi.

L'OLP n'a pas lancé en l'occurrence un appel à la solidarité des masses exploitées arabes avec la révolte palestinienne en Cisjordanie. Elle ne le pouvait pas: elle a lancé un appel aux dirigeants des Etats arabes pour «soutenir les masses palestiniennes dans leur soulèvement» (*Le Monde* du 23 mars). Et qu'ont fait ces derniers? rien. Car ils ne peuvent rien faire d'autre que des prises des positions démagogiques ou des appels à l'impérialisme pour «modérer» Begin et négocier avec l'OLP.

La première solidarité qu'ont à donner ici les prolétaires avec leurs frères de classe et les masses exploitées palestiniennes, c'est de combattre l'hypocrisie de l'impérialisme français et des partis social-impérialistes, socialistes en paroles, impérialistes en fait, vis-à-vis du Moyen-Orient.

28 mars 1982

EL CHOUYOUI'I N°1

Bulletin en langue arabe pour le Maghreb

Au sommaire:
— Signification et enseignements du soulèvement de Casablanca.
— Après la condamnation des Frères musulmans en Tunisie
— La farce électorale en Tunisie
— Solidarité contre la répression au Maroc
— La lutte des travailleurs sans-papiers en France
— Notre solidarité avec le prolétariat polonais en lutte
— Les accords de Camp David: après l'assassinat de Sadate
— Le programme de notre Parti
— Qu'est-ce que le communisme ?

Une cassure s'est produite dans la manifestation qui s'est déroulée le 26 mars à Paris à l'appel du PCF, du PSU et de la CGT contre la répression en Cisjordanie. A un certain point, les travailleurs et les étudiants arabes ont refusé d'aller devant l'ambassade d'Israël, interprétant ce geste comme une reconnaissance de la légitimité de l'Etat sioniste. Mais partie de cet aspect symbolique, la cassure s'est vite remplie d'un contenu politique. D'un côté, avec les dirigeants de la manifestation et l'OLP, ceux qui scandaient «*Pas de paix sans l'OLP*», de l'autre côté, les trois-quarts de la manifestation, où nous avons pu distribuer largement un tract du Parti, qui répondaient «*Pas de paix avec le sionisme*», «*Ecrasons les défenseurs des solutions capitulardes*». Une telle cassure laisse bien présager de l'avenir!

AMERIQUE CENTRALE

(Suite de la page 1)

risques d'invasion yankee.

Au Salvador, le Front Farabundo Marti vient d'intensifier l'activité des «muchachos» dans l'espoir de forcer la démocratie chrétienne de Napoleon Duarte, qui se trouve dans la junte avec les «durs» de l'armée, à négocier avec la gauche démocratique.

Quant à l'administration Reagan, elle ne ferme pas toute porte à la négociation mais cherche à gagner du temps en misant sur le miracle d'une victoire de Duarte aux élections du 28 mars. Bref, elle semble hésiter sur la tactique à suivre.

Tant que régnait le calme dans cette région, l'impérialisme yankee s'est appuyé sur des régimes qui garantissaient le maintien de ses privilèges mais en profitaient pour défendre les restes des vieilles structures agraires, industrielles et politiques de type colonial. La vague sociale qui a déferlé ces dernières années a entraîné toutes les couches pauvres de la population, dont la petite-bourgeoisie opprimée se fait naturellement le représentant politique. Mais la mise en mouvement des larges masses charrie inévitablement avec elle et fait venir à la surface les revendications encore sourdes mais insistantes des classes les plus basses, ouvriers des villes et des plantations, paysans pauvres qui mêlent à la révolte contre l'oppression plus que séculaire, coloniale, raciale, esclavagiste, la haine encore confuse contre l'exploitation plus moderne, capitaliste cette fois, qui porte en germe une lutte bien plus dangereuse encore pour l'ordre établi.

Or, les étincelles provoquées par la lutte dans cette région qui compte 45 millions d'habitants avec les Caraïbes, risquent non seulement d'allumer un incendie social chez les paysans pauvres et les masses ouvrières et exploitées du vaste Mexique, qui compte, lui, 70 millions d'habitants, mais aussi de porter la révolte au cœur même des Etats-Unis, où la faim pousse une émigration massive qui est en butte à une oppression particulièrement bestiale et qui nourrit en retour le mouvement social de la région d'une vision plus claire des causes de la misère et des forces à combattre: le gendarme en chef et l'ennemi social numéro un, c'est bien l'impérialisme yankee.

Le problème de l'administration Reagan, c'est que la carotte est bien difficile à manier à travers les régimes en place. Celui de Napoleon Duarte en est une illustration significative. Pour faire face à la guérilla, la démocratie chrétienne s'est faite l'otage des militaires «durs» qui sabotent précisément toute réforme. Cela met à vif les nerfs des masses exploitées et les pousse vers la guérilla, exaspérant ainsi la guerre civile, là où on voulait précisément lui couper l'herbe sous le pied. Et la situation ne sera qu'aggravée par une victoire de l'extrême droite sur la démocratie chrétienne aux élections du 28 mars.

Or, si l'opposition démocratique qui a vaincu au Nicaragua et qui mène la guérilla au Salvador fait tout pour donner des gages de sérieux, en promettant qu'elle peut contenir le mouvement des masses exploitées dans les limites de l'ordre bourgeois, l'impérialisme, responsable de ses propres intérêts nationaux et de l'ordre bourgeois à l'échelle «géopolitique», a besoin de nombreuses et solides garanties pour s'entendre avec elle.

Il y a d'abord en effet un risque que la liquidation d'un vieux régime n'entraîne des tendances plus radicales que prévu sur lesquelles puissent prendre pied des intérêts impérialistes adverses (URSS, France, etc.).

Il y a ensuite le risque que la négociation avec Cuba, les sandinistes et la guérilla salvadorienne n'encourage les oppositions dans le reste de la région et ne déstabilise finalement les régimes «bananiers» encore bien en mains comme le Guatemala, le Honduras, le Costa Rica et Panama, où l'opposition démocratique est moins forte et où l'irruption des masses exploitées sur la scène politique pourrait par conséquent provoquer des débordements inattendus.

28 mars 1982

Correspondance pour la Belgique:
J.A. BP 199
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 Lausanne

Abonnements :
1 an: 70 F, 6 mois: 35 F
Pli fermé: 105 F et 55 F
Abonnements de soutien:
à partir de 120 F

Correspondance et abonnements:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO
imprimerie «Editions Polyglottes»
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926

60.000 F POUR LA PRESSE DU PARTI

France, 1978: l'immigration, par la lutte des foyers SONACOTRA est à l'avant-scène de la lutte de classe. Dans son intervention, le Parti ne rencontre pas seulement des problèmes d'ordre syndical, mais aussi des problèmes politiques liés aux aires et pays d'origine, surtout l'Algérie. Le travail dans l'immigration pose aussi la question du développement du parti dans les autres aires.

Crise mondiale: les pays impérialistes rejettent la crise sur les pays dominés, aggravant les conditions de vie des masses. Une vaste chaîne de luttes se développe: *Amérique Centrale, Brésil,* Maghreb, Egypte, Turquie, Iran, Pologne. Dans la plupart de ces pays, le marxisme n'a jamais pénétré autrement que sous la forme révisionniste, stalinienne ou trotskyste. Ainsi, en plus de la question des luttes immédiates, il y a un énorme travail politique à faire.

El-Oumami est né de la convergence de ces deux nécessités pour le Maghreb.

Algérie, printemps 1980: à partir de la question culturelle, les masses se mettent en mouvement: grèves et manifestations. Les étudiants, jeunes, travailleurs dénoncent le gouvernement et ses «organisations de masse» UNJA, UGTA, etc. Des groupes indépendants se constituent en Kabylie et à Alger: il faut riposter à la répression, coordonner les luttes, mais aussi trouver des orientations. Certains cercles prennent **El-Oumami** comme base de travail. Vu la très faible circulation d'informations en Algérie, notre journal connaît une certaine audience.

Pour le Parti, l'exigence est claire: pour **participer activement au mouvement social,** il faut s'atteler à **l'implantation du Parti lui-même** en Algérie. Le corollaire, c'est d'avoir **un journal pour l'Algérie** qui réponde aux problèmes concrets des travailleurs d'avant-garde, qui soit un outil pour orienter les luttes et servir à l'implantation du Parti. Déjà, les derniers numéros de **El-Oumami** répondent de plus en plus concrétement aux exigences de lutte des classes en Algérie.

LISTE N°2

Paris	50,00
Grenoble	308,50
Lille	500,00
Lyon	856,00
Valence	72,50
M et A, pour la revue arabe	1000,00
Réunion publique Iran	370,00
Local	2000,00
TOTAL LISTE 2	5157,00
Total précédent	3653,50
TOTAL GENERAL	**8810,50**

SOLIDARITÉ ALGÉRIE

Marseille	500,00
Lille	56,00
Lyon, janvier	241,50
Lyon, février	170,00
Lyon, mars	364,00

LES LUTTES EN BELGIQUE

(Suite de la page 1)

C'est ainsi que pendant toutes les années soixante et jusqu'au début des années soixante-dix, la classe ouvrière a mené de nombreuses luttes économiques victorieuses, arrachant ou consolidant des «garanties» (Sécurité sociale, retraites, indexation des salaires, etc.), celles qui sont justement remises en cause aujourd'hui.

La «direction politique» de ces luttes s'en est trouvée influencée: peu à peu, un projet «alternatif», de «gauche» semblait s'affirmer, surtout en Wallonie, où les reconversions industrielles se faisaient attendre. C'est ainsi que le PS et surtout la FGTB (syndicat socialiste), certains secteurs de la CSC (syndicat chrétien), le PC (petit parti marginal en Belgique) et même les théoriciens d'«extrême gauche» (comme Mandel) avancèrent de plus en plus fréquemment, et avec succès, des revendications tendant à réformer l'Etat et l'économie: régionalisation, réformes de structure dites «anti-capitalistes», etc.

La montée des «forces progressistes» autour de ce vague programme, particulièrement en Wallonie, fut soudain contrariée par... la crise elle-même.

En effet, cet édifice de «réformes en profondeur» reposait sur la prospérité du capitalisme. Alors que cette base disparaissait brusquement, la bourgeoisie, face aux premiers mouvements ouvriers contre les mesures d'austérité, eut recours au PS (vieux réflexe en Belgique) en le «mouillant» dans un gouvernement d'union nationale... Du coup, le PS fut incapable de faire autre chose qu'une politique ouvertement bourgeoise, ceci jusqu'à l'année dernière où il retourna dans l'opposition après s'être totalement déconsidéré.

Or, comme nous l'avons vu, les groupes situés à la gauche du PS l'ont globalement «accompagné», tout en gardant quelques distances. Il faut voir que cela crée un «vide politique» important. Certes, la FGTB s'est efforcée de combler ce vide, aidée en cela par les «syndicalistes de combat», gauchistes de la LRT (4e Internationale) ou du PTB (maoïstes), mais sans pour autant y parvenir réellement. Même la tendance de gauche du PS (Tribune socialiste) a disparu et le PC est resté stagnant. Tout ceci a des reflets immédiats sur les luttes en cours.

Tout d'abord, la bourgeoisie s'est persuadée qu'après les hésitations du PS, il lui fallait, sous peine de faillite généralisée, imposer rapidement tout un train de mesures d'austérité extrêmement importantes. L'«index» (échelle mobile) est bloqué, ce qui provoque en soi une perte générale de 3% des salaires, les prix ont été considérablement augmentés après la dévaluation, la Sécurité sociale est démantelée alors que les cotisations ouvrières augmentent, les allocations chômage sont réduites pour les jeunes et les femmes, sans parler des exclusions pures et simples de plus en plus nombreuses, les retraites baissent, etc.

Par ailleurs les pertes d'emploi s'accélèrent, l'Etat licenciant déjà lui-même au moins 6.000 personnes dans les chemins de fer et l'enseignement. Les plans de restructuration de la sidérurgie et du textile amèneront eux aussi la perte de dizaines de milliers d'emplois.

Il faut aussi indiquer la pratique de plus en plus courante des réductions de salaire dans les entreprises en difficulté (— 15% à la SABENA par exemple) qui sont souvent acceptées, voire proposées par les syndicats, sous prétexte de sauver des emplois!

Réactions ouvrières et perspectives

Toutes ces mesures, déjà plus ou moins appliquées «en douceur» par les socialistes dans le précédent gouvernement, ont été annoncées d'un coup. Le PS et la FGTB ont aussitôt tenté de canaliser les réactions ouvrières sur le terrain de la «défense de l'index».

Mais la classe ouvrière n'a pas été dupe et des grèves ont éclaté spontanément, hors du contrôle syndical et avec des méthodes de lutte directe: pas de préavis, piquets de grève, piquets volants pour étendre les luttes, blocages d'autoroutes, de voies ferrées, affrontements avec la police et la gendarmerie, etc.

Mais ce qui a donné aux grèves éparpillées une force encore plus grande, c'est la lutte des sidérurgistes de Liège et Charleroi (Cokerril-Sambres). En effet, les plans du gouvernement y prévoient 4.000 licenciements et la CEE exige qu'il aille encore plus loin. Or, il y a de telles vagues de licenciements que les travailleurs se rendent compte qu'il en faut toujours de nouvelles! Aussi la masse des ouvriers refuse-t-elle ce cycle infernal.

Pratiquement, les travailleurs d'autres boîtes, et même des délégués venus de Flandre, ainsi que des jeunes, belges et immigrés de Bruxelles, se sont retrouvés au coude à coude dans les violentes manifestations qui ont eu lieu.

La FGTB, débordée, n'a pu faire autrement que d'«appuyer» les luttes. Un des ces bonzes, Debuynne, a déclaré: «*Nous freinons, mais nous ne pouvons que reconnaître ces actions*»! La CSC a joué la division en de nombreux endroits. Dans l'ensemble, les syndicats, à coups de grèves tournantes, de manifestations éparpillées, ont cependant réussi à «saucissonner» la lutte. Certes, ils ont dû malgré tout organiser deux manifestations des sidérurgistes à Bruxelles. Mais il est intéressant de voir comment elles se sont passées.

La première, celle du 11 février, rassemblait de 5 à 8.000 travailleurs. Plusieurs centaines d'ouvriers particulièrement décidés ont, à peine descendus des cars, pris la tête de la manifestation et envahi le hall de la CEE, puis ont affronté les flics (25 blessés graves chez les flics, 5 chez les manifestants). Les bonzes ont bien sûr appelé au calme, organisé des diversions, mais ne se sont pas opposés frontalement aux ouvriers (voir notre supplément pour la Belgique n°18 pour plus de détails).

La seconde manifestation s'est passée différemment. Elle était plus massive (12.000 travailleurs), mais les bonzes et les flics étaient aussi mieux préparés. Il y eut, certes, beaucoup plus de blessés, surtout parmi les flics (mais aussi un blessé très grave chez les travailleurs, après une chute de 5 mètres de hauteur), mais par une tactique habile sur le terrain, les flics, aidés indirectement par les bonzes, sont parvenus à isoler les franges les plus combatives de la grande masse des travailleurs. En général, les ouvriers sont repartis un peu déçus, les bonzes les ayant débarqués dans un quartier «*où il n'y avait rien à casser*».

Les travailleurs se sont surtout rendus compte que ce qui leur manquait le plus, c'était une perspective claire.

Une trentaine d'ouvriers et de jeunes ont été arrêtés, sur photos, et les ouvriers ont admis (à Charleroi seulement pour l'instant) une trêve de deux mois.

Les travailleurs les plus combatifs ont pu prendre conscience de la force que donne la convergence des luttes, l'emploi des méthodes de classe, y compris la violence de masse contre les forces de l'ordre bourgeois. Des noyaux prolétariens, surtout composés de jeunes, qui étaient tentés ces derniers mois par des actions individuelles, ont pu mesurer la force décuplée que donnent des initiatives de masse et leur enthousiasme est grand aujourd'hui.

Par ailleurs, des ouvriers plus âgés, ayant connu de rudes batailles (grèves de 1960-61 et de la vague de 1969 à 1973, etc.) ont renoué avec les bonnes vieilles armes de la lutte, mis leur expérience au service des combats de rue (billes, boulons, masques, barres de fer, etc., avaient été amenés pour la circonstance).

La solidarité prolétarienne revit à nouveau dans les régions menacées de devenir des «déserts économiques». Et puis les travailleurs ont pu voir les bonzes à l'œuvre... Le terrain est donc propice pour tirer un maximum de leçons des événements de ces dernières semaines. De ce point de vue, il est vital que les noyaux ouvriers combatifs puissent se lier entre eux pour échanger ne serait-ce que des informations sur les manœuvres des bonzes, l'attitude des flics, les camarades emprisonnés, etc. Il faut intervenir dans ce sens pour permettre aux noyaux de se renforcer les uns les autres, ce qui est indispensable pour pouvoir ensuite s'opposer frontalement aux directions syndicales.

Mais au-delà de ces premières leçons, il faut pouvoir tracer des perspectives de lutte. Ce qu'il est frappant de constater aujourd'hui, c'est l'absence de solutions venant des partis de «gauche» ou des directions syndicales.

Aucune de ces forces n'a rien à proposer véritablement. C'est ainsi que la FGTB réclame l'application des «accords» dans la sidérurgie, alors qu'ils signifient déjà 4.000 licenciements, ce qu'elle se garde bien de dire. Certes, elles essaient de faire passer en contrebande la division entre ouvriers flamands et wallons ou même entre entreprises, mais la crise touche aussi la Flandre, même si c'est avec moins de force et là aussi des grèves ont lieu! Elles font tout pour diviser, isoler, décourager les travailleurs, mais elles ne peuvent préconiser pour l'instant le retour du PS au pouvoir...

L'attitude de l'«extrême gauche» est plus nuancée. Pour l'instant, elle vante le mouvement, des militants prennent des initiatives justes sur le terrain, s'opposent parfois concrètement aux bonzes syndicaux. L'«extrême gauche» est plus sensible à l'état d'esprit des masses. Mais elle ne peut faire davantage, empêtrée qu'elle est dans la recherche d'une «alternative» au sein du capitalisme. Ces groupes sont cependant dangereux dans la mesure où ils poussent à la constitution d'un gouvernement «ouvrier» en Wallonie (PS-PC-Syndicats-chrétiens progressistes-extrême gauche), rattachant cette perspective à celle d'une «*république rouge*», le tout issu du suffrage universel, appuyé par les mouvements de grève, mais sans plus. Comme si l'Etat, dont les moyens de répression sont bien restés centralisés même après la régionalisation, allait soudainement s'effacer ou changer de nature!

Aujourd'hui, on sent les travailleurs désorientés: la lutte donne à tous l'oxygène nécessaire mais encore faut-il savoir où l'on va pour continuer à combattre.

Le rôle des communistes révolutionnaires doit être précisé. Ils doivent combattre pied à pied toutes les tentatives de division, surtout les plus insidieuses (le fédéralisme à la sauce gauchiste par exemple); favoriser toutes les tentatives de rapprochement des noyaux ouvriers combatifs, notamment en participant aux tâches organisatives, dans les grèves comme dans les manifestations et la lutte contre la répression; développer des perspectives politiques claires pour les travailleurs les plus avancés: la lutte contre les effets dévastateurs de la crise capitaliste prend une nouvelle ampleur, mais elle ne fait que démarrer réellement. Dans ces conditions, le but ne peut être à court terme et surtout pas consister dans des combinaisons gouvernementales. Bref, même si la révolution n'est pas une perspective immédiate, sa préparation donne tous leur sens aux luttes contre l'austérité.

Le Prolétaire supplément pour la Belgique et les Pays-Bas. Mars 1982

— Motte, un test
— La manifestation du 11 février
— Gouvernement démocratique ou pouvoirs spéciaux
— La LRT et la Pologne
— Le PTB «soutient la Pologne»
— La LRT et l'histoire du PCB
— A propos du FCSW (Front commun syndical wallon)

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles:** Le 2e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers :** vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.
● **A Caen :** Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
● **Grenoble :** vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 3 et 17 avril, 8 et 22 mai, etc.
● **Au Havre :** vente au marché d'Harfleur le 1er et le 3e dimanche de chaque mois.
● **Au Mans :** vente sur le marché de Pontlieu, le 2e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
● **A Laval :** vente sur le marché de la Cathédrale le 1er samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
● **A Lille :** tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.
● **A Lyon :** 17 rue René Leynaud, Lyon 1er, dans la cour, 2e porte à gauche de 14h à 16 h, les samedis 10 et 24 avril, 8 et 22 mai, etc..
● **A Nantes :** vente le 1er dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
● **A Paris :** 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.
● **A Rouen :** vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
● **A Roubaix :** vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3e dimanche de chaque mois.
● **A Strasbourg :** vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1er et le 3e samedi du mois.
● **A Toulouse :** vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 11 et 25 avril, 9 et 23 mai, etc.
● **A Valence :** vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 11 et 25 avril, 9 et 23 mai, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne:** tous les samedis de 10 h à 12h. 12 rue du Pont, atelier du rez sup.
● **A Genève:** tous les samedis de 10h à 12h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1ère porte à gauche, puis 1ère porte à droite «atelier».